



# COMBAT OUVRIER

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 13 OCTOBRE 1979

N° 39

PRIX ANTILLES 1F50  
FRANCE 2F

## Editorial

### LE JEUNE CURTIS SERVIRA-T-IL D'ALIBI POUR LES AGRESSIONS ANTI-DOMINICAINES ?

Gros titre, première page de France-Antilles, informations répétées tout au long de la journée sur les radios locales: la police aurait mis la main sur un jeune Dominicain qui avouait être l'auteur des coups de feu tirés contre un Martiniquais vendredi dernier. Cet incident avait servi, on s'en souvient, de prétexte au déclenchement du pogrome contre des centaines de Dominicains dans la nuit du 28 septembre et le samedi 29.

Dès lors la nouvelle de cette arrestation circulait comme une trainée de poudre, avec chez certains un peu de "ouf" de soulagement. En particulier chez ceux qui tout en étant d'accord avec ces actions anti-dominicaines en réprobaient quelque peu la violence.

La façon dont le nom de ce jeune a été jeté en pâture à la vindicte populaire est particulièrement révoltante. On a pourtant bien l'habitude des premières pages de France-Antilles qui grossissent les moindres faits divers où sont impliqués de jeunes malfaiteurs.

Mais cette fois, il y avait dans cette dénonciation à grand spectacle quelque chose de plus malsain et de plus lâche aussi.

Sur l'arrestation elle-même, il y a tout lieu d'émettre des réserves. Quand on sait comment la police s'est montrée complaisante vis-à-vis des agissements des nervis, on peut avoir des doutes sur la façon dont ce jeune est passé aux aveux. Car il aurait peut-être avoué !

En tout cas il y a une chose frappante : la diligence des services policiers pour retrouver cet homme tranche avec le "black out" total fait sur les agissements de dizaines de repris de justice connus qui durant toute la nuit ont tabassé des dizaines de jeunes de femmes et d'hommes. Ceux-là ont même bastonné à mort plusieurs Dominicains, ils en ont blessé grièvement des dizaines d'autres.

Certains de ces nervis connus, déambulant aux alentours du commissariat de Pointe-à-Pitre et même à l'intérieur l'arme au poing, à peine camouflée sous une chemise.

Pourtant jusqu'à présent, leurs noms n'ont pas été mis en première page dans France-Antilles, les journalistes des stations radiodiffusées ne les ont pas prononcés. Aucune action judiciaire n'a été entamée, à notre connaissance, contre ces hommes. Ils sont retournés dans l'ombre.

C'est encore la preuve pour la population laborieuse qu'elle n'a rien à attendre des services policiers pour la protéger de ce type d'hommes.

Et en tout cas, elle a tout lieu de se méfier de la presse aux ordres qui est plus soucieuse de colporter les versions gouvernementales des faits, que de désigner les ennemis réels des travailleurs.

Le jeune Dominicain Curtis sera-t-il la dernière victime des actes anti-dominicains ? Cette fois ceux qui le frapperaient seront bien visibles et porteront le masque officiel de la justice coloniale.

## Martinique: LE MECONTENTEMENT DES TRAVAILLEURS GRANDIT

Après la grève des ouvriers du bâtiment terminée il y a maintenant une semaine et demie, après la journée de grève suivie presque totalement par les agents d'Air-France, d'autres couches de travailleurs sont entrés en lutte en Martinique.

Le conflit le plus important est sans doute celui des garages, où plusieurs centaines d'ouvriers et d'employés réclament 12% d'augmentation de salaire, alors que les patrons n'en offrent que 7%. Mais il y a aussi les employés de la Caisse d'Allocations Familiales qui réclament des mesures de reclassement et qui sont en grève depuis plus d'une semaine. Ceux de l'hôpital du Saint-Esprit sont en grève depuis le lundi 8 pour empêcher les licenciements de personnel temporaire. De plus les travailleurs des PTT ont déposé un préavis de grève pour le 25 octobre.

Ces divers mouvements sont à l'image du mécontentement grandissant qui s'observe parmi les travailleurs, mécontentement qui peut exploser comme dans le conflit du bâtiment, lorsque les travailleurs exaspérés ont bloqué les principales artères de Fort-de-France, ou comme ce qui s'est passé le mardi 9 octobre à l'entrée de la zone industrielle.

Les ouvriers des garages ont bloqué l'entrée de la zone industrielle, interdisant le passage des voitures, mais laissant passer les gens à pied. Et aux travailleurs des garages se sont joints des travailleurs d'autres entreprises : Socalttra, Vilo, Ercam, Central-Cash qui ont participé à la grève ce jour-là.

Dans ces mouvements divers, on peut observer que les travailleurs se battent souvent pour les mêmes revendications : ils réclament des augmentations de salaire, soit en pourcentage comme dans le bâtiment ou les garages, soit



par l'intermédiaire de reclassement, à la CAF.

Les travailleurs se battent aussi pour la garantie de l'emploi, comme à l'hôpital du Saint-Esprit, où les grévistes refusent le licenciement des auxiliaires, licenciements déjà intervenus ou en cours à l'hôpital de Trinité.

Il serait donc non seulement possible mais nécessaire d'avancer maintenant des revendications unifiantes autour desquelles se battraient ensemble tous les travailleurs.

Le seul argument contre l'organisation de la lutte tous ensemble que fournissent les syndicats et les partis ouvriers, c'est que les ouvriers n'y seraient pas prêts. Or actuellement il est visible que le mécontentement a monté d'un cran en Martinique et touche une grande partie des ouvriers.

Bien sûr il peut retomber aussi vite qu'il est apparu avec les différents conflits en cours. Il peut se solder par de simples grèves où finalement quelques avantages seront consentis aux travailleurs.

Quitte ensuite pour les patrons à revenir sur ce qui a été accordé.

Mais si une proposition de lutte, un plan d'ensemble est soumis à l'approbation de l'ensemble de la classe ouvrière, il n'est pas dit que celle-ci n'accepte pas de s'engager, avec bien des chances de succès, dans une lutte pour arracher une amélioration globale à la situation des travailleurs.

En l'absence de telles propositions et d'une volonté de se battre dans ce sens de la part des directions syndicales, les travailleurs peuvent s'engager eux-mêmes dans cette voie.

## BLANCHET: IL FAUT CONFISQUER LES TERRES DE LA SIS, LES METTRE A LA DISPOSITION DES OUVRIERS ET TRAVAILLEURS

Fermera, fermera pas ? Le sort de l'usine Blanchet est donc en "discussion". Les capitalistes ont donc le droit de disposer des moyens de production selon leur seule volonté. L'intérêt de la majorité de la population passe après leurs intérêts particuliers.

Et le gouvernement de pleurnicher qu'il est "surpris", "étonné", etc. . . pour un peu il demanderait aide et assistance face aux menées des Empain et Cie qui possèdent les usines de la Société Industrielle du Sucre (SIS) !

Mais si le gouvernement avoue son impuissance face aux agissements des capitalistes à la Empain, pourquoi a-t-il (lors du colloque Dijoud) fait miroiter un fameux "plan de restructuration" de la canne ? Cela veut-il dire que tout ce qui a été dit à ce "colloque" est aussi vide de contenu ? Poser la question c'est y répondre. Le gouvernement et l'arrogant Dijoud se paient et nous bombardent de mots. Mais cela ne peut évidemment rien changer à la situation précaire de l'économie des Antilles.

Les travailleurs et les paysans pauvres ont la preuve que tous les plans, les promesses de l'administration ne sont que du

vent. Et même si les tractations en cours donnaient finalement un sursis à l'usine Blanchet ou Darbousier, ce ne serait que pour peu de temps. Le problème ne serait que repoussé pour plus tard, pour l'année prochaine ou pour dans deux ans.

Car l'évolution actuelle, nous l'avons toujours dit, contrairement aux nationalistes UTA-UPG qui parlaient de concentration ou de modernisation, est inéluctable. Les capitalistes du sucre se retirent de cette activité. Parce qu'elle ne leur permet probablement pas de réaliser le profit exceptionnel qu'ils attendent de toute activité exercée dans les colonies.

Le problème pour les travailleurs et pour les paysans des Antilles c'est comment réagir face à ces fermetures d'usines à sucre. Il n'y a tout d'abord aucune raison, économique ou autre, d'accepter l'arrêt des usines et la mise au chômage de milliers de travailleurs.

Pour contraindre les patrons de ces usines à réviser leurs positions et pour ne pas être les victimes de leurs décisions, les travailleurs ne sont pas démunis de moyens d'action et de pression sur ces messieurs.

Ils veulent fermer les usines ? Eh bien ! Nous, travailleurs, nous disons : « Fermeture ou pas, nous n'acceptons pas de les laisser faire sans réagir. »

Nous les attaquons à leur point sensible : à leur porte-monnaie. Et dans l'occasion présente, si nous nous mobilisons pour exiger que les terres des usines passent aux mains des travailleurs et des paysans de la SIS, ce ne serait qu'une façon de réclamer une compensation minimum pour le préjudice grave que nous font subir les Empain et autres Claverie . . .

Le préfet de la Guadeloupe, suivi de Dijoud, s'écrie : « nous ne savons pas . . . Ce n'était pas prévu . . . etc. . . » Eh bien ! Si ces messieurs de la SIS, si ces rapaces, peu soucieux des conséquences de leurs décisions sur la vie des centaines de familles pauvres de Moule et Morne-à-l'Eau, osent fermer leurs usines, il faut les pénaliser et nous leur opposer les effets de ces décisions. Comment donc ? Ce gouvernement qui est si arrogant (voir Barre) serait donc impuissant face à la SIS, et

Suite en page 4.

# LES NERVIS DE VIVIÈS : QUI SONT ILS? COMMENT LES COMBATTRE?

Les remous continuent après les violences dont les travailleurs et jeunes dominicains ont été victimes. Des discussions vont bon train sur ces actes de barbarie, actes crapuleux et criminels qui se sont déroulés avec la bienveillance des services de police français.

Ce n'est pourtant manifestement pas l'opinion de François Bracy, rédacteur à France-Antilles. Celui-ci écrit tout un article pour justifier et couvrir du sceau de l'impartialité, l'action de la police pour minimiser les incidents, et les réduire au rang de simples faits divers. Son article sue à pleins pores la servilité et reflète la mise à plat ventre.

La question qui surgit souvent c'est : « d'où viennent ces bandes qui ont attaqué les Dominicains ? - qui les a fait agir et jusqu'où iront-ils ? ».

« Ne vont-ils pas se retourner demain contre d'autres cibles ? ».

Ces fiers à bras qui ont provoqué des incidents avec des Dominicains pour ensuite les attaquer sont tout simplement des sbires engagés et payés par des politiciens d'extrême-droite dont le conseiller VIVIÈS est le parfait représentant. Ce n'est pas la première fois que Vivieès fait entendre ses opinions d'extrême-droite.

Il y a quelques années paraissait une feuille intitulée "La Lessive" que tout le monde attribuait sans hésiter à Vivieès. Ses opinions anti-communistes et sa hargne contre tout ce qui représente les idées de progrès sont si bien connues que personne n'eut de doute sur l'origine de ces torchons d'extrême-droite qui circulaient dans Pointe-à-Pitre.

Aujourd'hui l'homme a l'air de retrouver les mêmes méthodes que "La Lessive". Mensonges, appels à la xénophobie ("Sus aux Dominicains"), attaque contre les partis de gauche, démagogie pour flatter un certain public populaire.

Les nervis qui ont constitué l'ossature des groupes anti-dominicains sont des repris de justice, notoires pour certains, payés pour leurs activités. C'est ce même genre d'individu que les politiciens de droite paient aussi lors des campagnes électorales.

Ils sont sans foi particulière, ils n'adhèrent à aucune idéologie particulière. Leur seule motivation, c'est de toucher une somme d'argent. Ce sont des mercenaires au petit pied. Le recrutement de tels nervis est d'ailleurs facilité par la situation sociale, dans un pays où des milliers de gens sont en chômage depuis des années.

Si les agissements de ces nervis sont semblables à d'autres qu'on a connu dans le passé (attaques de bandes fascistes contre le mouvement ouvrier, pogromes anti-juifs, etc. . . ) ceux-ci n'ont toutefois pas la même signification que dans le cas du fascisme.

Les fascistes constituent des groupes qui s'appuient sur une partie de la population. Ils agissent sur l'ordre d'un parti qui s'est donné comme but de domestiquer le mouvement ouvrier et de le détruire. L'abus de terme (dont nous nous sommes rendus aussi coupables - cf. Editorial du N°38) ne pourrait qu'exprimer la ressemblance de méthode existant entre tous ceux qui n'ont pour politique que la haine du progrès et des luttes ouvrières.

Des nervis payés par un politicien ambitieux et réactionnaire qui agit pour son propre compte (cela n'exclut pas qu'il soit applaudi par ceux de sa classe et même par une partie de la population pauvre trompée par sa démagogie) sont différents des fascistes agissant méthodiquement, et cela entraîne des attitudes différentes pour les combattre.

Aujourd'hui pour faire reculer les nervis appointés de Vivieès et autres, il est possible

d'agir de manière rapide et efficace dans les quartiers où ils se manifestent. La population qui les connaît doit, dès maintenant, dès qu'on les reconnaît, les apostropher, et leur faire entendre énergiquement qu'ils peuvent pâtir eux aussi d'un retour de bâton. Ils sont eux aussi dans la population. Il y a moyen de faire pression collective sur eux et de les empêcher de continuer leur sale besogne.

Et au cas où ils viendraient dans un quartier en bande organisée, il est là aussi possible de les faire reculer si toute la population du quartier leur fait face avec détermination en leur faisant comprendre que toute attaque contre des Dominicains ou d'autres gens du quartier devrait se transformer en affrontement avec tout le quartier.

Agir de cette façon découle du caractère même de ces bandes qui ne peuvent avoir qu'un courage limité. Mercenaires, qu'ils sont, ces nervis n'iront pas en bataille, ni pour une idée, ni pour défendre la cause de quiconque. Il y a donc moyen sans trop de problèmes de les mettre à la raison à condition toutefois de le vouloir et de s'organiser en conséquence dans tous les quartiers de Pointe-à-Pitre.

## Situation scolaire aux Abymes : scandaleux!

Dans le bourg des Abymes, la situation se dégrade un peu plus chaque année pour les jeunes écoliers car il n'existe toujours pas d'établissement permettant d'accueillir tous les élèves.

Au début de l'année scolaire dernière, parents d'élèves et enseignants avaient manifesté leur mécontentement face aux conditions d'accueil scandaleuses des élèves et...des promesses leur avaient été faites.

Dans la réalité la situation a encore empiré.

Premier étonnement ! Alors que les vacances scolaires sont normalement mises à profit pour effectuer les travaux, la construction de plusieurs étages entreprise dans la cour du CEG des filles est restée exactement au même niveau qu'au mois de juillet. Et c'est dans le bruit des benches et autres moteurs que les élèves suivront probablement leurs cours et à proximité des barres de fer, des parpaings et des sacs de ciment qu'ils se réjouiront en récréation pendant l'année.

Les propriétaires qui avaient prêté des salles à la commune dans le bourg l'an passé, les ont souvent reprises car tout au long de l'année, les enseignants incommodés par le bruit et les odeurs de cuisine se plaignaient.

La nouvelle solution adoptée est tout aussi inacceptable. Les cours sont souvent donnés dans des classes éparpillées dans les écoles de la commune, à Nérée, Bois-

ribeau, Acomat etc... Toute la journée des files de jeunes déambulent le long des rues des Abymes. Car c'est souvent après chaque heure de cours qu'il leur faut se déplacer, traverser le bourg durant 10, voir 15 minutes pour suivre le cours suivant.

Les conséquences sont évidentes. Les élèves sont fatigués par ces longs trajets. De plus ils perdent plus d'un quart d'heure chaque fois et à ce rythme on se demande bien ce qu'ils apprendront au bout d'une année scolaire. Sans même parler du danger permanent que constituent les déplacements plusieurs fois par jour de dizaines de jeunes sur les routes.

Bien sûr on envisage de construire un CES. Mais en attendant ? Combien de jeunes devront être sacrifiés ?

Des mesures transitoires mais satisfaisantes pour la formation des jeunes pourraient être trouvées. Mais le scandale de l'école aux Abymes est à la mesure du jerm'en-fichisme de l'administration coloniale et du mépris qu'elle affiche pour les problèmes réels de l'enseignement aux Antilles.

Il faudra probablement que parents, élèves et enseignants se mettent en colère et se mobilisent jusqu'à satisfaction, pour l'obliger à mettre un terme à cette situation intolérable. A ce titre, l'exemple du récent mouvement de protestation des parents d'élèves du CES Front-de-mer pourrait inspirer ceux des Abymes.

## AUGMENTATION DES PRIX : LE COMPTE EST LOIN D'ÊTRE SOLDÉ !

L'augmentation des prix se poursuit de plus belle. C'est ainsi que le pain, et les timbres viennent d'augmenter. La baguette passe à 1,50 F et le timbre à 1,30 F.

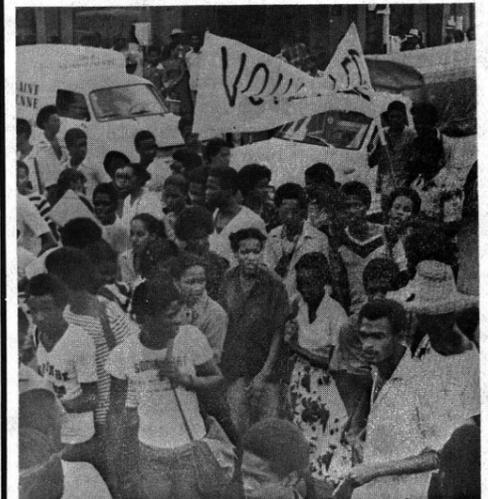
De plus on parle avec insistance de la nouvelle hausse du pétrole. Cela suffit pour que de tous côtés politiciens, presse aux ordres nous avertissent que nous devons encore puiser largement dans le porte-monnaie car tout augmentera. L'augmentation du pétrole a bon dos.

On est donc loin des discours de Giscard dans lesquels il affirmait que les dernières augmentations constituaient un "solde de tout compte".

En réalité le gouvernement français s'apprête avec les capitalistes à s'attaquer en règle aux travailleurs et à leur faire payer de plus en plus cher la crise dans laquelle ils sont empêtrés depuis plusieurs années. L'hypocrisie et les mensonges de Giscard sont destinés à leur faire avaler la pilule. C'est pour cela que la lutte contre la hausse des prix et pour l'augmentation des salaires, pour une véritable échelle mobile des salaires est nécessaire. C'est de cette façon que les travailleurs peuvent refuser d'être les dindons de la farce en payant pour une crise dont ils ne sont nullement responsables.

### MARTINIQUE

## Contre les menées répressives de l'administration les lycéens engagent l'action



Depuis le lundi 8, il règne une grande effervescence dans les principaux établissements scolaires de Martinique. Au moment où nous écrivons, plusieurs lycées (Trinité, Lycée Technique) et LEP (Trinité, Pointe des Nègres, Dillon et Marin) sont en grève pour obtenir la levée de l'inculpation des 15 de Trinité (professeurs, élèves, et un parent) poursuivis à cause des événements survenus en mars 1979 à la Cité Scolaire de Trinité. Les élèves et certains professeurs de ces établissements protestent aussi contre la condamnation du maître auxiliaire martiniquais Oscar condamné à 3 mois de prison ferme parce qu'il avait résisté à l'agression du raciste Olivier.

La grève avait débuté il y a une semaine au LEP du Marin et elle a fait tache d'huile cette semaine, d'abord à Trinité puis dans les autres établissements scolaires. Mercredi 10 est prévue une manifestation centrale à Fort-de-France, car ce jour-là les inculpés de Trinité sont convoqués devant le juge d'instruction.

Les élèves des lycées et des LEP ont raison de protester contre cette nouvelle vague d'autoritarisme qui sévit depuis quelques mois dans l'enseignement. L'attitude des autorités ne vise qu'à essayer d'intimider la masse des jeunes qui veulent s'opposer à tout acte dirigé contre leur dignité.

Par leur détermination actuelle, les élèves montrent leur volonté de ne pas se laisser faire.

Pour notre part, à Combat Ouvrier, nous soutenons toutes les initiatives prises par les divers comités existants en vue de faire reculer le pouvoir colonial aussi bien dans le cas des inculpés de Trinité que dans celui d'Albert Oscar.

## Dijoud contre les 40 % : l'assimilation par le bas

"Diminution de certains avantages des fonctionnaires dans les DOM". Voilà la petite phrase lancée par Dijoud dans une récente déclaration, et qui émeut l'ensemble des fonctionnaires de l'état qui bénéficient depuis les années 50, de 40% de prime de vie chère.

Ce dernier est chargé d'envoyer des coups de sonde pour savoir quelles seraient les réactions face à une telle mesure.

Alors, faisant usage du bluff et de la démagogie habituels, Dijoud présente cette mesure dans le cadre de l'"uniformisation" avec ce qui existe dans les départements français et surtout dans un souci de "réduire les inégalités aux Antilles".

Là, Dijoud étale sans pudeur son hypocrisie. Sa départementalisation s'exerce à sens unique, vers le bas, le pire. Quand il s'agit de revenir sur certains avantages qui

n'existent pas en France, "on départementalise", par contre quand il s'agit d'accorder aux travailleurs antillais les mêmes droits sociaux que les travailleurs français : allocation chômage, ou SMIC identique, là il n'est plus question de départementalisation à la Dijoud ou à la Giscard.

Ce n'est surement pas les flots de paroles déversées dans les colloques et autres commissions, ni le saupoudrage ponctuel en matière de mesures sociales, qui modifient en rien la situation coloniale de nos pays.

Le projet de réduction des avantages acquis par les fonctionnaires se situe dans le même cadre de restriction générale.

Le gouvernement colonial assume, avec sang froid, sa tâche au profit des gros capitalistes. Récupérer l'argent, racketter toutes les couches laborieuses pour mettre cet

argent à la disposition des trusts par le biais de subventions ou autres aides à l'investissement. Et comme les temps sont durs pour les affaires capitalistes, il s'attaque jusques et y compris aux couches sociales qu'il avait essayé de se concilier par le passé, les fonctionnaires.

Il reste aux fonctionnaires à se rendre compte qu'ils n'ont rien à gagner en se montrant conciliants vis à vis du pouvoir. On voit bien que les avantages acquis dont le pouvoir a voulu faire un privilège ne sont pas garantis. Et comme pour les ouvriers, les fonctionnaires devront se battre pour maintenir leur niveau de vie.

Mais l'attaque du pouvoir leur montre que ce n'est ni dans la soumission au pouvoir, ni en le soutenant comme ce fut souvent le cas, que les fonctionnaires se protégeront, mais en se plaçant aux côtés des travailleurs.

# REPONSES A QUELQUES ARGUMENTS DEPARTEMENTALISTES (SUITE DU N° 36)

Les départementalistes ont coutume de vanter les mérites de la départementalisation en brandissant une autre forme d'aide de la France. Cela s'appelle "les transferts publics". Sous ce vocable, sont désignés les fonds qui sont versés pour les dépenses de fonctionnement de l'Etat français. Ces dépenses n'ont rien qui en font particulièrement une "aide" pour la population des Antilles. Un certain nombre de gens travaillent pour l'état français et, ils sont payés pour cela comme d'autres fonctionnaires en France même. Il n'y a là rien d'extraordinaire. Il faut être profondément soumis à la domination matérielle et morale de l'impérialisme français pour considérer que les salaires versés aux fonctionnaires, les dépenses des organismes sociaux, les constructions de routes et autres aspects de l'infrastructure sont le résultat de la sollicitude de l'impérialisme français envers les peuples des Antilles.

Qui plus est, même si on met en balance les "transferts publics" et l'importance des profits réalisés dans l'économie des Antilles par les grandes firmes françaises (entreprises commerciales et grosses sociétés sucrières) ceux-ci se révèlent infiniment plus élevés que les dits "transferts". La balance commerciale des Antilles est largement déficitaire au bénéfice des produits français exportés aux Antilles. Parce que la production des Antilles est achetée moins cher que les produits fabriqués en France.

C'est cela qui jette une lumière crue sur la manière dont le pillage s'opère, et sur le mensonge et l'hypocrisie qui consistent à trouver une justification économique à la domination coloniale française aux Antilles.

Les colonies que sont les Antilles sont destinées à recevoir les produits manufacturés exportés par la bourgeoisie française (voitures, électro-ménager, équipement etc...) et des produits alimentaires qui constituent près de la moitié des exportations vers les Antilles. En revanche, la production "antillaise" est organisée pour ne fournir que des produits de monoculture agricole ou semi-finis (bananes, ananas, sucre et alcool).

L'importance des importations alimentaires venant de France montre aussi à quel point l'agriculture vivrière est retardataire. La majeure partie des terres ne produit pas ce qui est nécessaire à nourrir la population, mais est occupée par les champs de canne ou de banane appartenant aux capitalistes français ou autres, les Empain, Rotschild et Cie... A côté de ceux qui accaparent ainsi les meilleures terres, vivent pauvrement des milliers de gens, de paysans et d'ouvriers agricoles qui n'ont pour tout moyen d'existence que la possibilité d'aller louer leurs bras aux grands propriétaires.

Les défenseurs du système actuel, du colonialisme et de l'exploitation capitaliste estiment supportable la situation de

misère dans laquelle se trouvent les travailleurs des campagnes et les milliers de chômeurs qui vivent autour des villes. Ils estiment acceptable le fait que la seule solution pour les jeunes antillais soit, s'ils ne veulent pas descendre encore plus bas l'échelle de la misère, de s'exiler et de travailler en France.

Pour notre part, nous croyons que ces gens, qui vivent au dessus, et très largement, des conditions de la majorité de la population ouvrière et paysanne peuvent bien "accepter" et "supporter" à la place de ceux-ci, car leur choix et leurs opinions ne s'accompagnent pour eux d'aucune conséquence matérielle, physique ou morale. C'est bien pourquoi cela n'empêchera pas non plus les travailleurs des villes et des campagnes de trouver l'occasion de montrer à quel point ils rejettent un système qui, pour extraire des Antilles le maximum de profits, les maintient dans une vie misérable.

G.R.

# Martinique Les Hospitaliers de Saint-Esprit en lutte!

Depuis le lundi 8, les travailleurs de l'Hôpital de Saint-Esprit sont en grève non limitée, grève suivie à 98% par le personnel. Les travailleurs ont élu un comité de grève chargé en accord avec l'Assemblée Générale des grévistes de diriger le mouvement. Dans un communiqué remis à la presse, le Comité de grève déclare ceci : «Le personnel entend continuer la lutte jusqu'à l'obtention des revendications suivantes :

- Rappel de tous les temporaires permanents
  - Titularisation des temporaires permanents
  - Embauche sur les postes vacants
  - Création de postes supplémentaires
  - Vote de crédits supplémentaires pour un bon fonctionnement de l'hôpital
  - Remplacement des agents en congé annuel et congé de maladie
  - Paiement des jours de grève »
- Il faut dire que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été la décision de

renvoyer plusieurs "temporaires permanents" et de ne plus faire appel au personnel "temporaire bénévole", qui est chargé en principe de remplacer les employés en congé annuel et en congé de maladie, ceci à cause des restrictions budgétaires.

Actuellement, les remplacements sont assurés par des agents titulaires appartenant à d'autres services. Les agents de cour ou d'atelier se sont retrouvés à la cuisine ou faisant le travail d'ASH. Mais le fait de procéder à ce "roulement" ne change rien à la quantité de travail à fournir.

Ayant estimé, au bout d'une semaine de ce régime, que suivre cette voie c'est accepter de travailler dans l'avenir dans de telles conditions, les travailleurs se sont mobilisés.

Le conseil d'administration de l'hôpital a critiqué aussi les mesures prises par la direction.

Actuellement les grévistes vérifient les dires de l'administration. Celle-ci prétend que tous les postes vacants sont effectivement pourvus au niveau de l'hôpital et qu'il n'y a pas de possibilités de titularisation immédiate pour les temporaires permanents. Cela reste à voir.

Le moral des grévistes est bon. Ils ont décidé de sensibiliser les hospitaliers de la Martinique par des défilés dans les autres hôpitaux. La lutte continue donc.

## fort-de-france COUP DE COLERE A LA CAF



Le vase a débordé jeudi dernier à la Caisse d'Allocations Familiales de Fort-de-France, quand les travailleurs se sont mis en grève non limitée pour protester contre l'attitude de la direction.

En effet, depuis plusieurs semaines, les travailleurs protestent contre un certain état de fait dans l'établissement : les salaires ne sont pas payés en temps voulu, le reclassement n'est pas fait, ou est fait d'une manière que les travailleurs trouvent injuste quand il l'est, la réorganisation du service

informatique se fait attendre.

Face à ces revendications, le directeur s'est fait mettre en congé de maladie, et il n'y a plus personne pour discuter avec le personnel.

Dans ces conditions, la colère a jailli et pratiquement tous les employés sont en grève. Ils ont tenu un rassemblement pendant une matinée devant le siège de la direction de la CAF le mardi 9 et sont déterminés à ce qu'une solution soit portée à leur revendication.

## EN FRANCE COMME AUX ANTILLES LE CYCLONE DAVID SERT A LICENCIER

Ils en profitent pour licencier et réorganiser les plantations et les entreprises.

C'est ce que l'entreprise LEON VINCENT à Dieppe s'appête à faire. Sous prétexte de manque de travail consécutif à la destruction des plantations de bananes des Antilles, cette entreprise spécialisée dans la manutention des bananes en provenance de la Guadeloupe et de la Martinique prévoit de licencier trente trois personnes.

Tous ces bourgeois, en France et aux Antilles, ne cherchent qu'à se remplir les poches. Pour cela, toutes les occasions sont bonnes pour licencier, pour réorganiser et pour faire payer les effets des cyclones et autres calamités par les travailleurs.

Mais les travailleurs, tant en France qu'aux Antilles, peuvent, par leurs luttes, obliger les patrons à ne pas licencier et à partager le travail entre eux tous.

On parle depuis le passage de "David" d'indemniser les sinistrés du cyclone. Mais nous savons par expérience que ce sont les entreprises et les gros planteurs qui seront véritablement indemnisés. Le passage d'un cyclone n'occasionne pas une baisse de revenus des bourgeois, au contraire.

# ECHOS DES ENTREPRISES

## METALLURGIE (MARTINIQUE) SIGNATURES DES PATRONS

### SIGNATURES D'ESCROCS !

Le 24 mai, suite à notre grève, les patrons de Carnier, Métal Sydney, Camic et SIGBR ont apposé de monumentales signatures sur le protocole d'accords qui fixait des augmentations de salaires.

Ils se sont bien gardés d'appliquer les accords.

Mais leurs magnifiques signatures sont toujours là. Vous pouvez aller les visiter si vous le voulez, car c'est absolument gratuit : elles ne valent strictement rien !

## CENTRE HOSPITALIER

### DE FORT-DE-FRANCE :

#### LA MEYNARD A BON DOS.

Il manque des adapte-tables pour les malades : qu'on s'arrange, il faut attendre La Meynard (le nouvel hôpital).

Le toit coule : il faut attendre La Meynard.

Le parquet est criblé de trous ramasse-

tout : il faut attendre La Meynard.

Le labo réclame un aspirateur depuis 3 ans : il faut attendre La Meynard.

C'est à croire qu'il sera interdit de transférer un aspirateur du labo De Civil à la Meynard et que l'on jettera tous les instruments et appareils actuels quand il s'agira de déménager.

Seulement d'ici La Meynard, l'agent qui s'occupe du nettoyage aura ramassé tellement de poussière qu'il risque fort d'avoir sa place à La Meynard comme malade. A moins que nous ne nous décidions à ne pas attendre La Meynard pour avoir satisfaction à nos demandes.

## SAINTE-ROSE : EXIGEONS D'ETRE PAYES POUR UNE TACHE ENTIERE.

Pendant l'hivernage, dans la région de Sainte-Rose, non seulement nous avons été embauchés trois ou quatre fois par intérim à l'entretien des champs, mais encore, les usiniers ne nous paient même pas une tâche entière. C'est 3/4 d'une tâche que nous percevons.

Il n'y a aucune raison que nous accep-

tions cela. Il faut exiger d'être payés pour une tâche entière.

Bien sûr, cette année nous avons plus de travail que l'année dernière, et aussi tous les ouvriers ont été embauchés.

Mais ce n'est pas une raison pour accepter ce 3/4 comme une aumône. Les patrons ont besoin de nous, ils doivent nous payer.

## SIG : UNE CONSEQUENCE DES LICENCIEMENTS : SURCROIT DE TRAVAIL.

D epuis les derniers licenciements, certaines femmes de ménage ont un double travail dans les escaliers. De plus, cela mécontente les locataires, car, forcément, le nettoyage est moins bien fait. Voilà une des premières conséquences des licenciements... Contrairement donc à ce que prétendait la direction, à savoir qu'il y avait trop d'employés à la SIG pour le peu de travail qu'il y avait à faire, on s'aperçoit qu'il faudrait du personnel en nombre bien plus important encore.

Bien des travailleurs qui s'étaient laissés tromper par la direction pendant la grève

en reprenant le travail, se rendent compte maintenant que les grévistes avaient raison. Tout est plus difficile aujourd'hui.

## POINTE-A-PITRE

## PRISUNIC S'AGRANDIT... SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS !

Prisunic vient d'ouvrir un nouveau dépôt à Jarry. Il est immense et contiendra le stock de tous les magasins Prisunic, Escal pour plusieurs mois.

Bel effort, messieurs les patrons !

Mais d'où vient tout cet argent que vous investissez, alors que vous ne cessez de nous raconter que vous êtes en difficulté, particulièrement au moment des inventaires ?

C'est sur notre sueur et sur notre exploitation depuis bientôt 20 ans pour les plus anciens d'entre nous que vous l'amassez.

En tout cas que ces hommes ne s'avissent pas de nous dire dans quelques mois, qu'ils diminuent le personnel pour réorganisation.

# Dominique: La gauche chassée du gouvernement Seraphin EST-CE LA FIN DES ILLUSIONS ?

Oliver Séraphin, premier ministre de la Dominique, vient d'exclure de son gouvernement Atherton Martin, ministre de l'agriculture, et Rosie Douglas, sénateur, tous deux membres du DLM (Dominican Liberation Movement). Ayant tout d'abord tenté de rejeter sur A. Martin l'incapacité de son gouvernement à faire face aux conséquences du cyclone, notamment dans le domaine agricole, O. Séraphin a fini par jeter le masque : il a déclaré que le cyclone David avait provoqué la scission entre lui et le DLM, que le Comité de Salut National (créé au moment de la lutte contre Patrick John) n'avait plus sa raison d'être, et que d'ailleurs c'est contraint et forcé qu'il avait accepté de collaborer avec des communistes "défendant une idéologie que réprouve l'ensemble du peuple dominicain."

Car tel est bien le fond du problème : au moment du renversement de Patrick John, le mécontentement populaire avait été tel qu'une fraction de son parti, sous la direction d'O. Séraphin, s'était désolidarisée de lui et avait accepté la proposition du DLM de créer un Comité de Salut National, regroupant toutes les tendances politiques. Un gouvernement provisoire avait été désigné, et chargé de préparer de prochaines élections. Mais le fait qu'à côté des partis traditionnels se trouvaient des membres du DLM, regroupement à tendance pro-castrienne, ne signifiait pas pour autant que les politiciens comme Séraphin, ancien ministre de Patrick John, avaient changé de nature.

Le DLM, mouvement formé par le regroupement de 4 organisations de gauche,



Les leaders de la gauche dominicaine ( Rosie Douglas 2<sup>e</sup> en partant de la gauche)

dont l'Alliance et le Mouvement pour une nouvelle Dominique (MND) dirigé par Rosie Douglas, est une formation dont les principaux leaders sont proches du castriisme et du communisme pro-soviétique.

Ce n'est donc pas de gaité de cœur que les hommes politiques comme Séraphin, davantage portés à se tourner vers l'impérialisme, avaient accepté de siéger dans un même gouvernement. En fait, ce n'était qu'une concession à faire à la pression populaire, et Séraphin et les siens n'attendaient que l'occasion favorable pour mettre fin à cette cohabitation.

Quatre mois après la chute de P. John, et avec le terrible coup porté par le cyclone, Séraphin a estimé qu'il avait désormais la situation bien en main, et que

le DLM s'était suffisamment compromis en participant au gouvernement pour ne plus apparaître aussi "pur et dur" qu'auparavant. La tentative de rejeter sur Martin la situation catastrophique qui règne dans l'agriculture est à cet égard significative.

Mais d'autres facteurs, et peut-être les plus importants, ont déterminé Séraphin à se débarrasser du DLM. C'est en effet au moment où la France doit signer un traité "d'amitié" et de "coopération" avec la Dominique que ces faits interviennent. A noter également que les Etats-Unis sont venus assez massivement en aide à la Dominique depuis le cyclone, et cela dans une période où l'impérialisme américain réaffirme sa volonté d'intervenir, militairement si besoin est, pour maintenir son con-

trôle sur les Caraïbes.

Point n'est besoin d'être devin pour comprendre que "l'aide" des USA et de la France est assortie de conditions ; l'une des premières étant de n'avoir pas de "généralistes" au gouvernement.

Cette exclusion permettra peut-être aux dirigeants du DLM de méditer sur leurs illusions. En effet, lors de leur conférence de presse samedi 6 octobre à Pointe-à-Pitre, à la question : « n'y a-t-il pas une contradiction entre le fait que vous vous dites révolutionnaires, et votre participation à un gouvernement bourgeois ? » Ils avaient répondu qu'aurait été la fois à l'intérieur du gouvernement, pour "le gauchir" et militer à l'extérieur pour le renverser !

En fait, ils ont pendant 4 mois servi de caution de gauche à Séraphin, leur présence permettant de satisfaire les éléments les plus radicaux de la population, qui n'auraient peut-être pas autrement accepté de voir P. John simplement remplacé par son ancien ministre. Loin d'influencer Séraphin, ils en sont devenus les otages, dont il s'est débarrassé quand il l'a estimé nécessaire.

Prétendre, comme le DLM, que l'on défend les intérêts des travailleurs, tout en participant à un gouvernement bourgeois, qui ne peut être que l'ennemi des travailleurs, ne fait en rien avancer la cause de la classe ouvrière. C'est semer des illusions au lieu de préparer à la lutte et cela aboutit, parfois, à se tromper soi-même.

MAX RODON

APRES AVOIR COUVERT LES VIOLENCES ANTI-DOMINICAINES, NOUVELLE MANIFESTATION «D'AMITIE» DE L'IMPERIALISME FRANCAIS.

## EXPULSION DE DEUX LEADERS DE LA GAUCHE

Au moment où la France est sur le point de signer un traité "d'amitié et de coopération" avec la Dominique, au moment aussi où Oliver Séraphin, premier ministre de ce pays, vient d'exclure de son gouvernement les membres du Dominican Liberation Movement (de tendance castrienne), on apprend que deux dirigeants de ce mouvement, Bernard Wilshire et Rosie Douglas, sont désormais interdits de séjour en Guadeloupe.

Le motif officiel est qu'ils ont tenu des

propos considérés comme "inadmissibles" sur le "territoire français" : ils étaient présents en Guadeloupe le week-end dernier, où ils ont pris la parole pour protester contre la récente "chasse aux Dominicains" organisée à Pointe-à-Pitre. Ils ont réaffirmé la nécessaire solidarité entre nos peuples, et au passage, ont exhorté les Guadeloupéens à se débarrasser du colonialisme. Voilà qui, apparemment, n'a pas eu l'heure de plaisir aux autorités coloniales.

Décidément, "l'amitié" avec la Domi-

nique se fait sous de sombres auspices : d'abord on roue de coups les Dominicains, puis on interdit de séjour des hommes de gauche, pour le simple fait d'avoir exprimé leur opinion.

C'est bien caractéristique de la mesquinerie et de la politique mensongère du gouvernement français ; cela illustre à nouveau sa promptitude à intervenir dans ses "chasses gardées" dès que ses intérêts sont en jeu. Le peuple Dominicain risque d'avoir

des problèmes demain, s'il fait l'objet de l'embarrassante "amitié" que nous connaissons ici : aujourd'hui, il a pu juger de la "cordialité" des descendants d'esclavagistes à la Viuès ; demain, ce peut être directement aux forces armées coloniales qu'il aura affaire.

Le sourire hypocrite du colonialisme laisse entrevoir ses dents de vampire.

## Oui à l'avortement libre et remboursé par la Sécurité Sociale !

La période d'essai de 5 ans pour la loi sur l'avortement en France est terminée. Aujourd'hui le gouvernement propose au parlement de reconduire purement et simplement cette loi en lui donnant un caractère définitif. Et il se trouve des députés de droite pour dire que c'est trop. Pourtant cette loi est très restrictive et dans les faits, dans beaucoup de cas, les femmes se sont heurtées à des obstacles pour avorter quand elles le désiraient. De nombreuses voix s'élèvent donc pour réclamer que la loi permette une réelle liberté de l'avortement et s'accompagne de mesures matérielles (équipement dans les hôpitaux...) c'est pourquoi se déroulent des manifestations de femmes (par exemple le 6 octobre à Paris).

La gauche au parlement fait des propositions d'amendement et même menace de refuser de voter la loi au cas où elle resterait telle quelle.

Ces protestations sont justifiées : la loi sur l'avortement n'a pas résolu tous les problèmes concernant l'interruption de grossesse. Bien sûr, les femmes ne meurent plus autant de l'avortement comme

au temps où celui-ci se faisait clandestinement et dans les pires conditions.

D'abord, la loi n'est pas appliquée partout. Dans quinze départements en France, il est impossible de faire un avortement à l'hôpital. Ailleurs, certains hôpitaux refusent également de pratiquer l'avortement. Dans de nombreux cas l'hôpital, loin d'être un service public à la disposition de tous, reste sous le contrôle de certains médecins réactionnaires et bornés.

Par ailleurs, la loi elle-même contient toutes sortes de contraintes, non remboursées par la Sécurité Sociale, contraintes spéciales pour les mineures et les femmes immigrées, sans compter la nécessité d'entretiens préliminaires au cours desquels des pressions sont exercées sur la femme. On a dénombré de nombreux cas où le médecin, hostile à l'interruption de grossesse, fait trainer les choses, amenant la femme à dépasser le délai de dix semaines au delà duquel l'intervention est illégale.

Nous sommes solidaires de ceux et celles qui luttent pour une meilleure loi sur l'avortement. Nous considérons qu'une femme est libre de choisir si elle veut ou

non un enfant et qu'aucun juge, aucun médecin ne peut en décider à sa place.

Cela étant, nous ne considérons pas l'avortement comme un moyen pratique de contraception. C'est un choix douloureux que fait la femme qui décide de se faire avorter. L'avortement constitue un dernier recours, le recours à un moyen que nous ne pouvons qualifier que de barbare. On refuse un enfant parce qu'on n'a pas les moyens matériels de l'élever ou parce que cet enfant n'était pas désiré.

La société actuelle ne donne pas aux êtres humains les conditions matérielles et morales d'avoir les enfants qu'ils souhaitent. Ainsi, aux Antilles le gouvernement français a fait une grande propagande pour la limitation des naissances. Il faisait croire à tort que c'est la "surpopulation" qui est responsable de la misère. Cela lui évite de créer des emplois sur place et d'adapter l'économie de ces îles à la population au lieu de l'adapter aux intérêts des capitalistes.

L'avortement est aussi le résultat d'une contraception mal comprise. Et là encore, c'est la société qui est responsable. Certains hommes refusent par exemple que leur

femme prenne la pilule, ce qui signifie pour eux affirmer leur domination sur la femme, domination admise et entretenue par la société d'exploitation dans laquelle nous vivons.

En fait, l'avortement c'est un remède à de nombreux maux de cette société, les injustices sociales, les rapports faussés entre hommes et femmes. Le réel problème est que la société donne aux hommes et aux femmes la possibilité d'avoir les enfants qu'ils désirent, en pratiquant une contraception efficace basée sur la compréhension et le respect mutuel, et sans que les conditions matérielles soient un handicap.

Alors le problème de l'avortement ne se posera plus.

Toutefois aujourd'hui il est juste de se battre pour que la loi et son application ne soient pas des obstacles à la liberté de celles qui veulent avorter.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE :

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728

## FERMETURE DE L'USINE BLANCHET ... (suite de la page 1)

n'oserait rien lui imposer ? Sauf bien sûr... en monnayant son acceptation de faire tourner les usines. Eh bien ! Les travailleurs peuvent se mêler eux-mêmes de trouver une solution aux "problèmes économiques". Et leurs solutions ne seront pas un flot de discours destinés à endormir la méfiance populaire.

Les terres de la SIS devront être confisquées et mises à la disposition de ceux du personnel (ouvriers, ouvriers agricoles) et petits paysans colons etc... qui veulent les travailler pour en vivre et nourrir leurs familles. Il faut se battre pour la confiscation de l'ensemble du domaine de la SIS et pour mettre des parcelles de terre à la disposition des ouvriers et pay-

sans avec des moyens (engrais, machines et capitaux) pour les cultiver, en fonction du nombre de gens à nourrir dans chaque famille ouvrière ou paysanne.

Il y a un besoin suffisamment grand de produits vivriers (légumes, fruits, tubercules, racines) pour que les produits ainsi réalisés trouvent un marché. Et de plus cela ira dans un sens qui est souhaité par la grande majorité de la population. Et ce serait autre chose que les discours creux et les "souhaits du président". Puisque celui-ci affirme qu'il "souhaite" la diversification, les travailleurs passeront eux-mêmes à cette diversification.

Cela veut dire qu'une action directe devra être menée. Ce n'est évidemment

pas sans difficulté. Mais un tel objectif expliqué à toute la population (aux travailleurs des villes en premier lieu) ne peut que rencontrer son soutien.

Le principal obstacle ne peut être que la propre hésitation et les craintes des ouvriers et des paysans liés à la SIS. S'ils en triomphent, s'ils décident d'agir et d'agir dans le sens de se payer sur les biens de la SIS, l'administration sera bien obligée de tenir compte de la volonté des travailleurs des communes de Moule et Morne-à-l'Eau soutenus par tous les travailleurs de la Guadeloupe.

George RASSAMY